

**Christine ROMANI**  
**Commissaire aux Comptes**  
**Inscrit près la cour d'appel d'Aix-en-Provence**  
**Siren : 479 461 675**  
**Code APE : 6920Z**

94, Avenue du Prado  
Le Murillo  
13008 Marseille

Tél : 06 12 77 49 43 / 04 91 55 53 85  
E-mail : christine.romani@wanadoo.fr

---

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

---

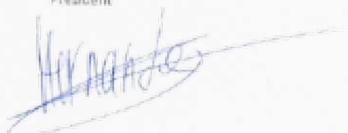
**Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025**

**Association La Cité, espace de récits communs**  
**Association Loi 1901**  
**54, Rue Edmond Rostand**  
**13006 Marseille**

**Siret : 420 309 353 00035    Code APE : 9001Z**

---

M. Yohann HERNANDEZ  
Président



Mme Hélène LASTELLA  
Secrétaire



Aux membres de l'association La Cité,

## 1 – Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'Association L'Entreprise relatifs à l'exercice clos *le 31 décembre 2025*, tels qu'ils sont joints au présent rapport avec un *déficit de 26.955 Euros*.

*Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.*

## 2 – Fondement de l'opinion

### *Référentiel d'audit*

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### *Indépendance*

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes *sur la période du 01/01/2025 à la date d'émission de mon rapport*, et je n'ai pas fourni de services interdits par ce même Code.

### *Observation*

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, *j'attire votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC 2022-06 exposées dans « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels, ainsi que l'application du règlement spécifique ANC 2023-03.*

### *Justification des appréciations*

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, et, *tenant compte des éléments inscrits en annexe des comptes annuels*, je vous informe que les appréciations les plus importantes, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment en ce qui concerne :

- La justification des subventions et l'utilisation des subventions,
- Le solde des subventions à recevoir à la clôture de l'exercice,
- L'appréciation du montant des fonds dédiés et des produits constatés d'avance,

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de mon opinion exprimée dans la première partie de ce rapport. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.





## ***Vérification et information spécifiques***

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

## ***Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels***

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Direction.

## ***Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels***

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir *l'assurance raisonnable* que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;



- › Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- › Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- › Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marseille, le 12 juin 2026  
Christine ROMANI  
Commissaire aux comptes



**BILAN ACTIF**

	Exercice clos le 31/12/2025			Exercice clos le 31/12/24
	Brut	Amortissement et dépréciation	Net au 31/12/25	
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits ...	18 994	13 435	5 559	1 893
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	326 751	324 183	2 568	2 568
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	100		100	100
Prêts				
Autres	220		220	220
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)</b>	<b>346 065</b>	<b>337 618</b>	<b>8 447</b>	<b>4 781</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	870		870	8 081
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	120 005		120 005	93 386
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	143 598		143 598	68 836
Charges constatées d'avance	7 526		7 526	2 066
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)</b>	<b>272 000</b>		<b>272 000</b>	<b>172 369</b>
<b>FRAIS D'ÉMISSION DES EMPRUNTS (III)</b>				
<b>PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)</b>				
<b>ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V)</b>				
<b>TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V)</b>	<b>618 065</b>	<b>337 618</b>	<b>280 447</b>	<b>177 150</b>

**BILAN PASSIF**

	Exercice clos le 31/12/25	Exercice clos le 31/12/24
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	42 240	46 766
Excédent ou déficit de l'exercice	(26 955)	(4 526)
<b>SITUATION NETTE</b>	<b>15 285</b>	<b>42 240</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>TOTAL FONDS PROPRES (I)</b>	<b>15 285</b>	<b>42 240</b>
<b>FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	233 436	115 000
<b>TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)</b>	<b>233 436</b>	<b>115 000</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>TOTAL PROVISIONS (III)</b>		
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 326	4 330
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	12 068	13 450
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 332	2 131
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
<b>TOTAL DETTES (III)</b>	<b>31 726</b>	<b>19 911</b>
<b>ECARTS DE CONVERSION DU PASSIF (V)</b>		
<b>TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)</b>	<b>280 447</b>	<b>177 150</b>

## RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 1)

	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024	Variation	
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
Cotisations	855	1 241	(386)	-31%
Ventes de biens et services				
Ventes de biens	949	11 393	(10 444)	-92%
dont ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	20 692	55 186	(34 494)	-63%
dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	448 703	345 197	103 507	30%
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges		9 199	(9 199)	-100%
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles				
Utilisations des fonds dédiés	115 000	208 733	(93 733)	-45%
Autres produits	3 022	31	2 991	9648%
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>589 221</b>	<b>630 979</b>	<b>(41 759)</b>	<b>-7%</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
Achats de marchandises	953		953	
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	122 426	251 811	(129 385)	-51%
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	5 222	4 265	957	22%
Salaires et traitements	195 864	181 243	14 622	8%
Charges sociales	44 788	68 103	(23 315)	-34%
Dotations aux amortissements		8 019	(8 019)	-100%
Dotations aux provisions				
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles ou corporelles cédées				
Reports en fonds dédiés	233 436	115 000		
Autres charges	13 824	14 349	(524)	-4%
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>616 513</b>	<b>642 789</b>	<b>(26 275)</b>	<b>-4%</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>(27 293)</b>	<b>(11 809)</b>	<b>(15 484)</b>	<b>-131%</b>

## RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 2)

	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024	Variation	
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	338	895	(556)	-62%
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits des immobilisations financières cédées				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)</b>	<b>338</b>	<b>895</b>	<b>(556)</b>	<b>-62%</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Valeurs comptable des immobilisations financières cédées				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (VI)</b>				
<b>2. RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)</b>	<b>338</b>	<b>895</b>	<b>(556)</b>	<b>-62%</b>
<b>3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)</b>	<b>(26955)</b>	<b>(10915)</b>	<b>(16040)</b>	<b>-147%</b>
Produits exceptionnels (V)		6874	(6874)	-100%
Charges exceptionnelles (VI)		486	(486)	-100%
<b>4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>		<b>6389</b>	<b>(6389)</b>	<b>-100%</b>
<b>PARTICIPATION DES SALARIÉS AUX RÉSULTATS (VII)</b>				
<b>IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (VIII)</b>				
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>589559</b>	<b>638748</b>	<b>(49189)</b>	<b>-8%</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII+ VIII)</b>	<b>616513</b>	<b>643274</b>	<b>(26761)</b>	<b>-4%</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>	<b>(26955)</b>	<b>(4526)</b>	<b>(22428)</b>	<b>-496%</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>				
Dons en nature				
Prestations en nature	1800		1800	
Bénévolat	6000		6000	
<b>TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>	<b>7800</b>		<b>7800</b>	
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens	1800			
Prestations en nature				
Personnel bénévole	6000		6000	
<b>TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>	<b>7800</b>		<b>6000</b>	



# ANNEXE

1 janvier 2025 au 31 décembre 2025

# RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

## 1. Règles générales

L'Association La Cité est une fabrique à l'épreuve du réel, un espace de récits communs.

La Cité est un théâtre qui s'invente hors des sentiers balisés comme un lieu partagé de recherche et de création en interaction constante avec la ville et ses habitants.

L'association applique les dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan Comptable Général modifié par le règlement ANC n°2022-06, sous réserves des dispositions spécifiques prévues au règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

L'application du règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022, relatif à la modernisation des états financiers, est obligatoire à compter des exercices ouverts au 1er janvier 2025.

La première application de ce nouveau règlement constitue un changement de méthode comptable.

Dans ce cadre, il convient de souligner les modifications apportées :

- \* Une nouvelle définition du résultat exceptionnel
- \* La suppression du transfert de charges
- \* La refonte du plan de comptes et de la nomenclature
- \* De nouveaux modèles obligatoires pour le bilan et le compte de résultats
- \* Une nouvelle structure de l'annexe, avec des tableaux normalisés

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

## 2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées, des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Construction	20 à 30 ans
Agencement, aménagement, installation technique	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriel	3 à 10 ans
Matériel de bureau et mobilier	10 ans
Matériel informatique	3 ans

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.



### 3. Frais d'établissement

Les frais de constitution, de transformation et de premier établissement ont été inscrits à l'actif en frais d'établissement.

### 4. Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

### 5. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### 6. Produits et charges exceptionnels

L'application du nouveau Plan Comptable Général modifie l'utilisations des comptes de charges et produits exceptionnels.

### 7. Divers

Les honoraires du commissaire aux comptes pour sa mission 2025 s'élèvent à 2 000€HT.

Les administrateurs sont tous bénévoles.

La rémunération des 3 plus hauts cadres s'élève à 76112,25€.

Les contributions volontaires en nature sont valorisées et comptabilisées si les deux conditions suivantes sont remplies :

1/ la nature des contributions volontaires en nature sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité

2/ l'entité est en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature sont comptabilisées dans des comptes de classe 8 :

1/ au crédit, les contributions volontaires par catégorie (dons en nature consommés ou utilisés en l'état, prestations en nature, bénévolat)

2/ au débit, en contrepartie, leurs emplois selon leur nature (secours en nature, mises à disposition gratuite des locaux, prestations, personnel bénévole)

Ces éléments sont présentés au pied du compte de résultat dans la partie "Contributions volontaires en nature", en deux colonnes de totaux égaux.

## **FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE**

### **Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable**

Néant

### **Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre**

Néant

### **Autres éléments significatifs**

Néant



**VARIATION DES FONDS PROPRES**

Variation des fonds propres	À l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	À la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	46 766	(4 526)			42 240
Excédent ou déficit de l'exercice	(4 526)				(26 955)
<b>SITUATION NETTE</b>	<b>42 240</b>				<b>15 285</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>42 240</b>				<b>15 285</b>

**VARIATION DES FONDS DEDIES**

Variation des fonds dédiés	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
<b>PROJET 1</b>							
Subventions d'exploitation	115 000						
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
<b>TOTAL PROJET 1</b>	115 000						
<b>PROJET 2</b>							
Subventions d'exploitation						233 436	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
<b>TOTAL PROJET 2</b>						233 436	
<b>PROJET 3</b>							
Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
<b>TOTAL PROJET 3</b>							

**TABLEAU DES SUBVENTIONS**

	Montant brut
<b>SUBVENTIONS</b>	
Drac	51 490
Conseil Régional	76 500
Ddets	5 000
Conseil Départemental	45 000
Ville de Marseille	125 000
Fondation de France	95 000
Onda	2 280
Politique de la Ville	13 800
Métropole	12 000
Mécenats	15 000
Service Civique	233
Aides à l'emploi	7 400
<b>TOTAL DES SUBVENTIONS</b>	<b>448 703</b>

## IMMOBILISATIONS

	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation légale
		Réévaluation	Acquisitions	Virements de poste à poste	Cessions et mises hors service		Valeur d'origine en fin d'exercice
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>							
Frais d'établissement et de développement							
Autres postes d'immobilisations incorporelles	15 328		3 667			18 994	
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)</b>	15 328		3 667			18 994	
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agenc- des construction							
Installations techniques, matériel et outillage ind							
Installations générales, agencements divers	223 197					223 197	
Matériel de transport	25 304					25 304	
Matériel de bureau et informatique, mobilier	50 791					50 791	
Emballages récupérables et divers	27 459					27 459	
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)</b>	326 751					326 751	
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations	100					100	
Autres titres immobilisés							
Prêts et autres immobilisations financières	220					220	
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (III)</b>	320					320	
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)</b>	342 399		3 667			346 065	

**AMORTISSEMENTS**

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant des amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux cessions d'actif	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	13 435			13 435
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)</b>	<b>13 435</b>			<b>13 435</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Inst. techniques, matériel et outillage industriel				
Inst. générales, agencements, aménagements divers	221 241			221 241
Matériel de transport	25 304			25 304
Matériel de bureau et informatique, mobilier	50 608			50 608
Emballages récupérables et divers	27 030			27 030
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)</b>	<b>324 183</b>			<b>324 183</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II)</b>	<b>337 618</b>			<b>337 618</b>

CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
<b>TOTAL CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES</b>				



**DÉPRÉCIATIONS**

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
<b>PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS</b>				
Dépréciation sur immobilisations incorporelles				
Dépréciation sur immobilisations corporelles				
Dépréciation sur titres mis en équivalence				
Dépréciation sur titres de placement				
Dépréciation sur immobilisations financières				
Dépréciation sur stocks et en cours				
Dépréciation sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations				
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>				

**ÉCHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE**

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	220		220
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	870	870	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	637	637	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	99	99	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	2559	2559	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Créances diverses envers l'État et les collectivités publiques	116038	116038	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	673	673	
Charges constatées d'avance	7526	7526	
<b>TOTAL DES CRÉANCES</b>	<b>128622</b>	<b>128402</b>	<b>220</b>

## PROVISIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
<b>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</b>				
Provisions pour reconstitution des gisements pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour implantation à l'étranger (avant 1/1/92)				
Provisions pour implantation à l'étranger (après 1/1/92)				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</b>				
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes et charges				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>				

**ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE**

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	18 326	18 326		
Personnel et comptes rattachés	158	158		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	11 565	11 565		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	84	84		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	261	261		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	1 332	1 332		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>31 726</b>	<b>31 726</b>		

**ENGAGEMENTS FINANCIERS**

Nature de l'engagement	Montant de l'engagement restant à la clôture de l'exercice
Contrat(s) de crédit-bail Retraites et indemnités assimilées Créances de l'actif immobilisé Suretés reçues Suretés données Effets de commerce escomptés non échus cessions de créances Dailly, affacturage	

**AUTRES OPÉRATIONS NON INSCRITES AU BILAN**

Opérations non inscrites au bilan (détail par nature)	Objectif commercial (description de l'objectif commercial)
Contrats de location de longue durée Fournisseurs et comptes rattachés Autres dettes Produits constatés d'avance	



**CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE**

	Montants
Charges d'exploitation	7526
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
<b>TOTAL CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE</b>	<b>7526</b>

**PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE**

	Montants
Produits d'exploitation	
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
<b>TOTAL PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE</b>	

**CHARGES À PAYER**

	Montants
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 400
Dettes fiscales et sociales	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
<b>TOTAL CHARGES À PAYER</b>	<b>2 400</b>

**PRODUITS À RECEVOIR**

	Montants
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	
Disponibilités	
<b>TOTAL PRODUITS À RECEVOIR</b>	